



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Yves BARRAL, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (BRL) - Rapport annuel 2019 de l'administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le compte rendu des activités de la société BRL au cours de l'exercice 2019.

Par délibération n°M2020-237 du Conseil de Métropole en date du 15 Septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur René REVOL pour la représenter aux Assemblées Générales et à l'Assemblée Spéciale de la SAEML BRL.

Depuis plus de soixante ans, la société BRL participe au développement de l'Occitanie en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional, BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques de l'Occitanie pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales.

En complément, BRL distribue en Occitanie chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Le capital s'élève aujourd'hui à hauteur de 29 588 779 €, soit 13 388 588 actions à 2,21 € chacune. La société est majoritairement détenue par la Région Occitanie à hauteur de 49,93 % et est présidée depuis le 31 mars 2016 par Monsieur Damien ALARY, représentant de la Région Occitanie, en remplacement de Madame Françoise BIGOTTE.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 11 155 actions représentant 0,08 % du capital et occupe un poste au sein de l'assemblée spéciale des actionnaires. Pour l'année 2019, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois : le 25 avril, le 19 juin et le 26 novembre 2019.

L'Assemblée Générale Mixte d'approbation des comptes 2018 s'est tenue le 19 juin 2019.

L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes 2019 s'est quant à elle tenue le 18 juin 2020.

L'année 2019 a été particulièrement intense et riche pour le Groupe BRL :

- Avancement des travaux des 2^{èmes} tranches et des études pré-opérationnelles des 3^{èmes} tranches Aqua Domitia sur les Maillons Nord Gardiole et Biterrois ;
- Fin des études techniques de la 1^{ère} tranche du Maillon Minervois et financement des travaux obtenus ;
- Trois projets Réseaux hydroagricoles, comprenant notamment les études techniques, le démarrage de la libération du foncier et la mise en service des réseaux sont en cours de réalisation alors que le nouveau périmètre de Cers a été mis en service en mai 2019 ;
- Obtention de résultats de la 2^{ème} année de la stratégie « BRL Horizon 2020 » supérieurs au prévisionnel du plan d'affaires pour toutes les sociétés du groupe, la sécheresse ayant améliorée la performance du groupe ;
- Continuité du service de l'eau malgré la sécheresse ayant fortement sollicité les ouvrages du Réseau Hydraulique Régional (RHR) ;
- Décision de poursuite de l'activité et de continuité du redressement de la filiale BRL Espaces Naturels par le déploiement du scénario S4 Bis et recapitalisation ;
- Poursuite de la démarche de mise en conformité du Groupe BRL au règlement général européen sur la protection des données personnelles (RGPD) en informant les droits et obligation des salariés au travers d'une charte de protection des données personnelles ;
- Développement à l'international de BRLI-Côte d'Ivoire et acquisition par BRLI de We Consult ;
- Fin de la relation contractuelle entre BRL et BRLI issue de l'apport d'activité de BRL à BRLI par la signature d'un protocole de résiliation permettant ça terme à BRL de mettre en concurrence ses achats de maîtrise d'œuvre et de conseils en ingénierie ;
- Transformation digitale suite à un audit externe ayant permis d'identifier les risques pesant sur les systèmes d'information en matière de cyber-sécurité. Un plan d'action pluriannuel a été défini pour

réduire ces risques et mettre en place une politique de sécurité des systèmes d'information au sein des filiales.

Les perspectives d'avenir sont marquées par les incertitudes liées au contexte épidémique Covid-19 qui a conduit le Groupe BRL à déployer un plan de gestion du risque épidémique dans le but d'assurer la sécurité et la santé des collaborateurs et de superviser les mesures déployées pour toutes les activités sensibles du Groupe.

Outre les impacts de la pandémie du Covid-19, les perspectives d'avenir passent notamment par les orientations suivantes : le déploiement de la stratégie « BRL Horizon 2020 », la préparation de la nouvelle stratégie CAP 2025, l'avancement du programme Via Domitia, la sécurisation du développement du Groupe, le déploiement des orientations stratégiques de restructuration de la filiale BRLLEN.

La gestion du Groupe sera principalement ciblée sur les investissements en travaux neufs sur le patrimoine du RHR, les travaux de maintenance de la concession régionale, la maîtrise d'ouvrage des travaux des principaux Maillons d'Aqua Domitia, le déploiement de la Charte pour une gestion durable de l'eau signée entre la Région Occitanie et BRL, la poursuite de la transformation digitale du Groupe BRL, la poursuite de la progression sur la trajectoire RGPD, la mise en test du système d'information sur l'eau dédié à la gestion du RHR (Projet SIE Aqua NOTITIA), la prise d'effet de nouveaux contrats d'affermage eau potable et assainissement et de prestations de services pour l'exploitation de forages, pour le suivi de barrages et la mise en exploitation d'un contrat de gestion d'un barrage, la poursuite des phases de tests du nouveau logiciel clientèle Born&Eau et du développement de Concert'Eau, la poursuite des efforts consacrés à la recherche et développement et l'innovation afin de préserver un avantage concurrentiel et de différenciation

En 2019, le chiffre d'affaires de BRL maison mère est en hausse de + 2,8 % par rapport à 2018 et s'établit à 17,755 M€. Le résultat d'exploitation de la société ressort en forte hausse de + 920 K€ pour s'afficher à 921 K€.

Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 2 069 K€ en hausse de + 524 K€ par rapport à 2018. Cette hausse de bénéfice net est principalement due à la baisse des dotations aux provisions. Le résultat financier est bénéficiaire de 1 038 K€ (soit - 462 K€ par rapport à 2018). Le résultat exceptionnel s'améliore de + 330 K€ mais reste déficitaire à - 108 K€.

Le chiffre d'affaires du groupe BRL consolidé apparaît en hausse de + 6,8 K€ par rapport à 2018 et s'établit à 82,6 M€, soit à un niveau historiquement le plus élevé. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à un niveau de 3 307 K€ contre 2 459 K€ en 2018. Le résultat net consolidé présente un bénéfice d'un montant de 2 396 K€ contre 947 K€ en 2018.

La contribution au résultat net consolidé pour les autres activités du groupe se répartit comme suit : Holding : 219 K€, Exploitation : 2 069 K€, Ingénierie : 248 K€, Espaces naturels : -72 K€, Activités sur Madagascar : 149 K€ et Predict Services : 97 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL pour l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145459-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 26/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport_ASP_2019_Vdef

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.